

France, automne 2010 :

Le blocage de l'économie comme une évidence

« Dans ce conflit, un des deux camps devra céder. La lutte s'annonce longue et dure. Nous n'avons pas d'autre choix que d'aller vers un blocage total du pays. Le vote prochain de la loi ne devra pas nous arrêter ! » (Extrait de l'édito du 1er numéro d'Info-Luttes - Caen, 19 octobre 2010).

Quand ça commence à grincer dans des bastions de la paix sociale

Depuis quelques années déjà, on assiste à une tendance du capital à accroître son offensive contre les conditions de survie d'une part toujours plus grande de l'humanité, provoquant en diverses parties du globe d'importants mouvements de lutte. Citons ici¹ la vague de lutte mondiale de 2007-2008 connue (et caricaturée) sous l'appellation d'« *émeutes de la faim* », mais aussi depuis lors, les luttes à Madagascar, en Guadeloupe, au Kirghistan, en Chine, au Bangladesh, au Mexique, au Pérou, en Thaïlande (voir dans cette revue), etc.²

Jusqu'ici, le fait que cette offensive s'est appliquée très inégalement –géographiquement, chronologiquement– à travers la planète a entretenu parmi les prolétaires des zones attaquées moins frontalement l'ultime illusion qu'en acceptant d'énormes sacrifices, qu'en renonçant au cours de leurs luttes à s'affronter véritablement à leurs exploiters, qu'en se vendant en définitive au *moindre mal*, ils sauveraient leur peau du *pire*.

Ce n'est pourtant pas qu'ils nourriraient une foi à toute épreuve dans le bénéfique retour prochain des « fruits de la croissance » –incantation médiatique à usage des masses dont économistes et capitalistes doivent ricaner au salon– ni qu'ils conserveraient une confiance aveugle envers cette galère qui prend l'eau ou envers ceux qui s'empiffrent aux étages en prétendant être à la barre de l'économie mondiale, mais ils survivent en somme de plus en plus inconfortablement dans

l'angoisse sourde, idéologiquement distillée par toutes les voies possibles (télévisuelle, culturelle, syndicale, neuroleptique, intraveineuse...), que toute mutinerie un tant soit peu conséquente les emporteraient dans le naufrage de l'État.

C'est sur cette base relativement fragile que la paix sociale a été jusqu'à présent globalement maintenue dans les pays d'Europe occidentale et aux États-Unis, en dépit des mouvements de révolte des secteurs les plus défavorisés du prolétariat (notamment dans les banlieues) qui y éclatent régulièrement.

Or, le maintien de ces « bastions de la paix sociale » constitue à nos yeux la clef de la domination capitaliste mondiale : en s'assurant la docilité d'une partie du prolétariat, le capital mondial s'assure également que ces prolétaires des pays « stables » ne se reconnaissent pas dans la lutte de leurs frères de classe dans le monde, il s'assure de pouvoir continuer à y coopter des troupes pour les armées (centrales et satellitaires) de répression, de gendarmerie mondiale, et enfin y trouve les moyens de financer ces armées, leurs bases et leurs opérations, sur la plus-value réelle ou fictive que la paix sociale maintenue à cette fin lui garantit sur le marché mondial³. C'est *de la sorte*, dans cette sinistre topographie qu'imprime au monde la guerre permanente de chaque atome de capital contre tous les

¹ « *Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes* », Communisme n°60, novembre 2008.

² Voir à ce propos notre revue Communisme n°61 (juin 2009), et en espagnol, Comunismo n°60 (juillet 2010).

³ Pour exemple incontournable que ce caractère de plus en plus fictif fait partie intégrante de la machine : l'armée du principal État-gendarme au monde, fort de son quadrillage militaire des continents et océans, est financée par le plus abyssal et notoire déficit public au monde. La foi dans le dollar ne porte plus depuis longtemps sur sa valeur *réelle* mais sur la capacité de l'État qui l'émet à assurer la paix sociale dans et hors de ses frontières.

autres, que se maintient la domination, que se maintient contre nous la dictature de l'économie⁴.

La mécanique est huilée, certes, mais elle n'a rien d'un *perpetuum mobile* qui mettrait le capital à l'abri de sa contradiction fondamentale. La classe bourgeoise, qui personnifie les intérêts du capital, n'a jamais eu et n'aura jamais, en dépit de ses efforts politiques et militaires multiséculaires et permanents en ce sens, la capacité de régler à sa guise le cours mondial des choses, et ce pour l'implacable raison que les nécessités vampiriques et exponentielles de la valorisation du capital ne laissent à ses défenseurs aucun « choix », aucune possibilité de freiner sa course (n'en déplaise aux sinistres idéologues de la « décroissance »), aucun moyen de remédier même partiellement à sa nature catastrophique, de suspendre le cours de son attaque permanente contre nous. Celui-ci ne peut même que s'accélérer à tous les niveaux, et tôt ou tard les zones *relativement* préservées devront également faire l'objet de brutales restructurations et mesures d'austérité, en somme d'attaques des salaires et de nos conditions de survie qui ne pourront pas être absorbées sans réaction, assimilées au cours « normal » et acceptable des choses, ce qui remettra à chaque fois davantage en jeu la stabilité de l'ensemble.

Ainsi actuellement, la mise à l'ordre du jour de politiques d'austérité dans la plupart des pays européens –dans certains cas, les plus rigoureuses depuis 1945– et les réactions qu'elles suscitent créent les conditions objectives d'un possible dépassement de ce *statu quo* international, indiquent la perspective qui est rageusement nôtre d'un renversement de cette pseudo-fatalité que constitue l'écrasement des luttes de nos frères de classe de par le monde. En cela, la période actuelle marque incontestablement un tournant.

Après la Grèce⁵, l'Espagne, le Portugal et la France, c'est en Angleterre que sont à présent annoncés en masse diminutions de salaires, augmentation du temps de travail (durée et intensité), mise au travail forcé des chômeurs, licenciements,...

⁴ Peut-être est-il utile de rappeler ici la barricade de classe qui nous sépare de l'eurocentrisme, de l'euro-racisme promotionnés encore aujourd'hui par toute l'idéologie marxiste-léniniste et dont le modèle demeure l'ouvrier blanc d'usine dûment syndiqué et discipliné. D'innombrables luttes de notre classe dans le monde (y compris, en Europe, celles des immigrés, des banlieues...) sont ainsi disqualifiées par cette idéologie qui les considère comme non-prolétariennes, non porteuses d'un antagonisme au capital, simples émeutes de sous-classes exotiques et violentes desquelles le « vrai » prolétariat doit se détourner.

⁵ Voir notre revue *Communisme* n°61 (juin 2009), « Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes. Ça continue : Grèce, Madagascar, Guadeloupe... ».

Bien sûr, les réactions à ces mesures d'austérité prennent –et prendront encore– des formes diverses selon les situations sociales, économiques et politiques particulières des différents pays concernés. Mais cela n'enlève rien au fait qu'elles expriment toutes fondamentalement un seul et même REFUS DU SACRIFICE DE NOS VIES POUR SAUVER L'ÉCONOMIE EN DÉROUTE !

La lutte contre la réforme des retraites en France : unification et radicalisation d'un mécontentement profond et diffus

En France, la première grosse mesure d'austérité globale votée par la majorité gouvernementale du président Nicolas Sarkozy consiste à porter l'âge minimum de départ à la retraite de 60 à 62 ans. Ce genre de réformes montre clairement que l'État n'a plus la marge de manœuvre pour enchaîner des attaques seulement sectorielles, destinées à prévenir toute lutte globale. La réforme des retraites votée à la hâte en France est directement applicable à l'ensemble des travailleurs du territoire national, ce qui ne sera pas sans incidence sur la tournure de la lutte. Elle s'ajoute évidemment à la liste de toutes celles que ce gouvernement et les précédents ont fait adopter ces dernières années contre notre classe.

Sans grande surprise, les socialistes –actuellement dans l'opposition gouvernementale– entendent mettre à profit l'impopularité de cette réforme pour préparer leur retour au gouvernement et à l'Élysée. Derrière leurs condamnations convenues de la droite « ultra-libérale », « ultra-sécuritaire », il est notoire qu'il n'y a entre tous les partis politiques de divergences (comme au sein du PS lui-même) que sur les modalités et le calendrier d'applications des mesures d'austérité. Ce spectacle d'opposition est évidemment soutenu par les grandes confédérations syndicales de gauche qui lancent un cycle de journées de « mobilisation nationale » contre la politique des retraites du gouvernement de Sarkozy.

A partir du 12 octobre, en marge de ces défilés inoffensifs, des mouvements de blocages dans les raffineries⁶, dans les dépôts de carburant et plus en amont, dans les terminaux portuaires⁷, s'en prennent

⁶ Le 22 octobre, Total doit reconnaître que toutes ses raffineries sont bloquées.

⁷ Le terminal portuaire de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) a lancé le mouvement début octobre, ont suivi ceux du Havre (Seine-Maritime) et de Donges (Loire-Atlantique). A Fos et Marseille, de nombreux navires (60 rien qu'à Fos le 22 octobre), parmi lesquels plusieurs dizaines de pétroliers restent en rade dans l'attente d'un déchargement. Certains seront détournés vers le port d'Anvers, ce qui fera dire à Nicolas Sarkozy, non sans amertume : « Je suis désolé qu'Anvers soit devenu le deuxième port français ». Il sera encore plus désolé le jour où le mouvement gagnera Anvers

directement à la sève même des flux marchands et de la production. Outre la distribution proprement dite des produits finis, c'est en effet la production elle-même qui dépend aujourd'hui entièrement du transport puisqu'elle fonctionne quasi totalement à flux tendus (pour éviter au maximum les frais liés à l'immobilisation de matières premières, de pièces détachées, de produits finis, etc.), sans compter que le pétrole est aussi une des matières premières essentielles dans plusieurs des industries clefs d'Europe occidentale, comme par exemple l'industrie chimique. L'évolution générale de la configuration industrielle a ainsi incontestablement démultiplié la puissance de nuisance du blocage des raffineries.

De manière générale, les réactions des gouvernements au blocage des centres de la production et de distribution énergétique –que ce soient les usines à gaz, les centrales électriques, les dépôts ou raffineries pétrolières et depuis un demi-siècle, les centrales nucléaires⁸– suffit à révéler leur importance stratégique. Historiquement, lors de tous les mouvements sociaux d'une certaine ampleur, les installations énergétiques ont toujours été l'objet d'une surveillance et d'une attention particulière de la part de l'Etat, bien conscient que l'attaque de ces secteurs par les prolétaires en lutte peut instaurer un rapport de force largement favorable à ces derniers.

De source journalistique, les réserves pétrolières disponibles en France permettent de satisfaire les besoins énergétiques de son économie durant dix jours à peine⁹. Certes, l'approvisionnement à l'étranger en produits pétroliers raffinés peut permettre de contourner provisoirement les effets d'une grève dans les raffineries –bien que ceci engendre *de facto* un coût plus élevé pour l'industrie qui s'en trouve ainsi dans tous les cas attaquée– mais encore faut-il que les dépôts de stockage et les infrastructures du transport pétrolier ne soient pas bloqués.

en même temps...

⁸ Sujet tabou, nous n'avons vu évoquer nulle part, au faite des perturbations de l'approvisionnement en carburant fossile, ces sanctuaires énergétiques préservés que sont les centrales nucléaires...

⁹ Il y aurait en fait trois niveaux de réserves de carburants, le premier servant de tampon pour la consommation globale en situation normale, les deux autres niveaux pouvant être entamés pour pallier une crise d'approvisionnement, selon son ampleur et sa durée. Le passage d'un niveau à l'autre s'accompagne bien sûr de restrictions de consommation en fonction des priorités économiques et stratégiques de l'Etat, qui possède certainement aussi, en bon père de famille, des stocks militaires pour approvisionner les forces de répression.



Blocage d'un dépôt de carburant à Dijon - 2 novembre

D'où l'importance que revêt l'extension des blocages, à travers toute la France, aux infrastructures de transports et de stockage des produits pétroliers raffinés. Dans ce contexte, alors que certaines compagnies de transport de carburant envoient leurs camions s'approvisionner à l'étranger, et notamment dans les raffineries de Feluy et de Tertre, en Belgique, le blocage de celles-ci par leurs travailleurs constitue bien un acte fort de solidarité internationale.¹⁰ Dans le même registre, le lundi 25 octobre, des grévistes du pays basque (Espagne) ont bloqué le poste frontière de Biriattou et immobilisé tous les camions qui tentaient d'apporter du carburant en France.



¹⁰ Et ce même si les syndicats, qui n'ont pu désavouer l'action, se sont arrangés pour qu'elle ne se prolonge guère au-delà d'une seule journée.

Un dernier élément a pu intervenir dans le fait que les blocages pour lutter contre la réforme des retraites aient précisément démarré dans les raffineries, c'est le souvenir encore vivace de la dernière grève dans ce secteur. Remontant seulement à février 2010, elle avait rapidement entraîné une pénurie de carburant en France et ainsi forcé le gouvernement à intercéder directement auprès du groupe Total pour qu'il promette qu'aucune raffinerie ne serait fermée d'ici à 2015. Le fait que le secteur pétrolier ait été explicitement désigné en automne comme le secteur stratégique 'par où commencer' n'est certainement pas étranger à ce résultat qui fut obtenu quelques mois plus tôt.

« Il faut bloquer l'économie, comment s'y prendre ? La réponse s'est imposée d'elle-même autour de la question du pétrole. Même si personne ne sait au fond si cela marchera, si c'est le bon bout par lequel attaquer ce problème, il y a cette tentative : organiser la pénurie d'essence. Et voir ce qui se passera. » (Extrait du bulletin « Premier Round », dernière semaine d'octobre 2010).

Au-delà du simple retrait de la réforme des retraites se joue incontestablement ici l'instauration d'un rapport de force au sujet de toutes mesures d'austérité à venir, ce qui explique que le gouvernement ne pouvait céder sur base du seul blocage du secteur pétrolier, ce qui aurait constitué un véritable aveu de faiblesse de sa part. Aussi, n'eut-il pas le choix de durcir le bras de fer avec les grévistes et décida-t-il de réquisitionner purement et simplement les travailleurs en vertu de lois d'exception territoriales (qui ont été renforcées ces dernières années), faisant encourir aux réfractaires une peine de pas moins de cinq années de prison assortie de dix milles euros d'amende !



Publicité du groupe Total

Cette mesure aura directement pour résultat d'attiser davantage encore la colère des éléments les plus combatifs du mouvement qui, en réaction, étendront les blocages à d'autres cibles, toutes explicitement liées à la circulation marchande. Des groupes composés de travailleurs de professions diverses, de chômeurs, de lycéens, etc. se mettent ainsi à bloquer des axes

routiers, des entreprises de transports, des plate-formes logistiques (distribution), des dépôts de bus, des services de la poste, des centres commerciaux, des gares et voies de chemin de fer, des ports, des aéroports, des incinérateurs et garages de camions de poubelles et engins de nettoyage... Dans ce mouvement, les prolétaires jouent les « Bisons Futés »¹¹ à rebrousse-pois et esquissent une cartographie originale, celle de la France des meilleurs investissements en matière d'entrave aux affaires. Le 25 octobre, 200 prolétaires bloquent les ronds-points d'accès à l'énorme complexe industriel de la Française de Mécanique (FM), filiale des groupes Renault et Peugeot qui produit un vingtième des moteurs de la planète.



Site de la Française de Mécanique (FM)

Comme les piquets volants, il s'agit là d'une manière de contourner les sanctions, intimidations et réquisitions dont les grévistes font l'objet de la part de l'État et des employeurs mais aussi d'une rupture notable avec la stratégie syndicale du cloisonnement (alliée de la répression ouverte), qui ne reconnaît de légitimité qu'aux blocages menés par des grévistes dans leur propre entreprise et non à ceux opérés de l'extérieur. La répression incite ainsi à des parades qui renforcent le mouvement, poussant à la dépersonnalisation, au désenclavement, à la déssectorialisation, à la déprofessionnalisation,...

¹¹ « Bison futé », service public français de prévision et de gestion des engorgements du réseau routier.

¹² « On ne peut que se réjouir de ces moments de lutte » déclarait en novembre 2007 un tract signé « les preneurs et preneuses d'otages du campus universitaire de Grenoble » (reproduit dans notre revue Communisme n°60), à propos des luttes menées en France en 2007 par les cheminots, lycéens, étudiants, travailleurs d'EDF, marins-pêcheurs, dans les banlieues,... non sans s'en montrer critique : « on parle de convergence des luttes, mais en réalité chacun-e lutte dans son coin », et d'ajouter que « quand la détermination prend le pas sur la résignation, le mot d'ordre démagogique de Sarkozy peut devenir le nôtre : ensemble, tout devient possible ». C'est bien cette tendance qui s'affirme aujourd'hui, quelques années plus tard, sous la pression de réformes plus globales.

Le coût des grèves de septembre et octobre se monterait à 4 milliards, selon le patronat

«99% des besoins intérieurs de notre pays sont assurés par la route. Les entraves que nous avons rencontrées dans notre travail ont évidemment eu des conséquences catastrophiques. [...] Nous avons évidemment eu des difficultés à nous ravitailler en gazoil et donc à répondre aux demandes de nos clients. Avec à la clé un tissu économique local qui souffre. Nous avons aussi beaucoup perdu en productivité, avec des chauffeurs en attente mais toujours payés à 100%. Certaines PME du transport on eu recours au chômage partiel.» (Jérôme Bessière pour la Fédération nationale des transports routiers)

« Les mouvements sociaux ayant entraîné la fermeture des raffineries françaises et le blocage des ports coûté au total entre 200 et 300 millions d'euros à l'industrie pétrolière » (d'après les Échos).

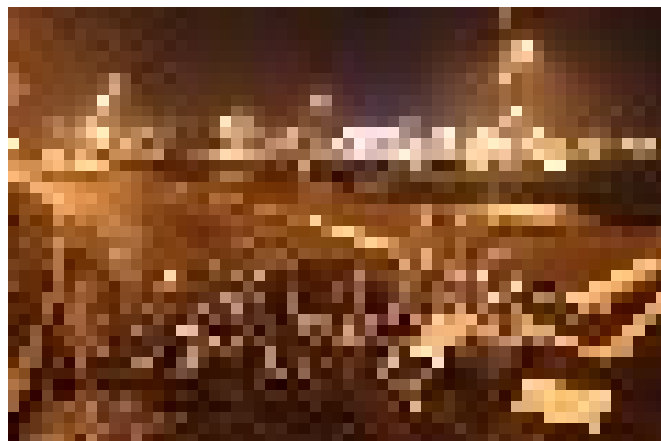
Jean-Louis Schilansky, président de l'*Union française des industries pétrolières* (Ufip), explique que le premier poste de coût a été l'immobilisation des navires au large des terminaux. *«Un navire immobilisé représente un coût de 30.000 à 50.000 dollars par jour»*, précise-t-il.

Le deuxième poste de coûts est celui des raffineries dont l'arrêt coûte entre 500.000 et 1 million d'euros par jour.

Enfin, le troisième poste de charges est celui des surcoûts logistiques liés à l'acheminement et au transport de carburant. *« La France a dû importer jusqu'à 100.000 tonnes de carburant, fioul domestique ou gazole par jour »,* explique le quotidien, contre *« 25.000 tonnes en temps normal »*.



Blocages simultanés de plusieurs aéroports le 4 novembre



Bien sûr, alors que ces blocages expriment mieux que tout autre indice le renforcement stratégique et le durcissement du mouvement, les arithméticiens policiers, syndicaux et journalistiques nous bombardent de leurs sempiternels comptages des participants aux défilés-kermesses, comptages dont la finalité politique est de détourner l'attention des pratiques de classe et de préparer l'indispensable *démobilisation générale*. Et Christophe Aguiton, « chercheur » —en médiocrité réformiste— et militant d'ATTAC, de surenchérir dans ce sens : *« Tout mouvement a ses marqueurs, et pour celui-ci, c'est clairement la manifestation. La grève qui a longtemps été le mode d'expression classique, en gros de 1936 à 1968, a été supplantée depuis quelques années par le défilé. Auparavant la manif n'était pas vraiment bien vue. C'était pour les casseurs, les ouvriers métallos. Aujourd'hui, elle a atteint un degré de légitimité supérieur à la grève. »*

Sur le terrain, certains prolétaires en lutte semblent cependant bien conscients de la radicalité de la lutte dans laquelle ils se sont impliqués et de la nécessité de la mener jusqu'au bout : *« quoi qu'en dise le gouvernement qui ment effrontément (sur le nombre de manifes-tantEs, de grévistes, de stations services à sec, d'incidents qui éclatent, d'actions de blocages...), le mouvement actuel prend une ampleur historique par le nombre de gens impliqués, par la diversité des secteurs mobilisés solidairement, par la détermination et la*

radicalisation des gens en lutte. Le gouvernement a décidé de passer en force. La population est en train de relever le défi. Dans ce conflit, un des deux camps devra céder. La lutte s'annonce longue et dure. Nous n'avons pas d'autre choix que d'aller vers un blocage total du pays. Le vote prochain de la loi ne devra pas nous arrêter ! » (Extrait de l'édito du 1er numéro d'Info-Luttes - Caen, 19 octobre 2010).

En jetant un petit coup d'œil dans le rétroviseur, il est aisé de voir que si ce mouvement a pris rapidement cette tournure, c'est aussi que chaque catégorie de participants avait déjà des comptes –anciens et récents– à régler avec les gestionnaires de toute cette misère si admirablement civilisée, l'actuelle loi sur la fin de carrière ayant été précédée d'innombrables restrictions, contraintes, humiliations, mais aussi de luttes parfois dures dont le feu couvant n'a fait ici que se raviver.

Ainsi le secteur portuaire était déjà chauffé à blanc par l'entrée en vigueur, en janvier prochain, d'une réforme dictée au niveau européen (et mondial) impliquant une brutale « libéralisation », c'est-à-dire une dévalorisation des statuts professionnels, des licenciements, une exacerbation de la concurrence entre travailleurs dans l'attribution des tâches et conséquemment une forte pression à la baisse sur les salaires. Outre la compression des coûts de transport des marchandises, l'adoption de cette réforme a également pour but de casser la combativité historique des travailleurs de ce secteur stratégique.

Dans le secteur du carburant (raffineries et dépôts), la promesse de maintenir l'activité de tous les sites de Total en France avancée pour mettre fin à la grève de février 2010 s'est avérée non tenue, le site majeur de la *Raffinerie des Flandres* ayant été quand même transformé en dépôt de carburant, tandis le dépôt de Reichstett en Alsace pourrait être purement et simplement fermé.

Quant aux lycéens, qui entrent dans la lutte à partir du 12 octobre –et massivement à partir du 14 octobre– apportant un souffle nouveau et intergénérationnel au mouvement tout en l'élargissant, il est clair que leur protestation dépasse la seule question de la retraite, qui les concerne encore assez lointainement (et de quelques années plus lointainement à chaque réforme gouvernementale...). Ici aussi le malaise est plus profond, comme l'a révélé leur lutte de 2006 « contre le CPE »... et au-delà.

Ainsi le patronat et l'État ont-ils accumulé contre eux un mécontentement profond, diffus, dont la « réforme des retraites » a été le révélateur, et le catalyseur d'une certain niveau d'unification dans la lutte. Ce

mécontentement ne s'est pas nourri d'un tort particulier que constituerait telle ou telle réforme (que les socialistes se proposent d'aménager), telle ou telle attaque, mais une rupture plus ancrée, un refus du sort qui nous est réservé en général dans cette société, indifféremment aux divers statuts et situations sociales.



Rennes, 20 octobre.



Siège du MEDEF (Narbonne), 22 octobre.



Paris, 16 octobre.

De l'évidence du blocage... à l'autonomisation et à la radicalisation de la lutte

Au cours de la seconde semaine d'octobre, face à l'inefficacité des défilés syndicaux, le blocage de l'économie s'impose donc comme une évidence pour faire plier le gouvernement. Ce choix stratégique a tout à la fois signifié et favorisé l'autonomisation et la radicalisation du mouvement, et ce à plusieurs niveaux.

Le développement des pratiques du blocage exprime en effet *objectivement* un refus accru de l'invitation bourgeoise permanente à se sacrifier pour sauver l'économie en crise au nom de la sauvegarde de « *notre compétitivité* », de « *l'emploi* » et de « *notre système social* » ou encore de « *la stabilité de la zone euro* ». Balayant d'un même mouvement les lieux communs de la résignation, « *c'est la crise et vous voulez durcir la grève ? Ça va vous coûter cher...* », « *c'est la crise et vous voulez bloquer l'économie ? Faudra assumer les licenciements...* »¹³, les prolétaires qui pratiquent le blocage se montrent insolemment résolus à sacrifier au contraire le fonctionnement de l'économie nationale pour la satisfaction de leurs besoins humains. Comme le souligne très clairement le bulletin de lutte « *Premier Round* » :

« Assumer de 'bloquer l'économie', c'est aussi assumer qu'il n'y a pas d' 'intérêt national', qu'il n'y a pas à 'être responsable et ne pas aggraver la crise'. Qu'il n'y a pas 'notre' économie qu'il faudrait sauvegarder, mais qu'il y a l'économie comme ennemi. »

Dès qu'ils entrent dans le mouvement, les lycéens rallient énergiquement la dynamique des blocages mais entament également celle des saccages, pillages, incendies, ... comme ils l'ont montré pratiquement lors des manifestations du 19 octobre. A Lyon, l'agence Reuters évoque des « *véritables scènes de guérilla urbaine* » tandis que les autorités parlent de pas moins de « *1300 casseurs, évoluant par petit groupe et de façon très rapide dans les principales artères de la ville* ». Ce ne sont pas les banlieues mais bien le centre ville clinquant qui est le principal théâtre des heurts : des dizaines de commerces ont leurs vitrines brisées, neuf boutiques ont été pillées. Selon les hommes du GIPN¹⁴ qui ont été dépêchés sur place en véhicules blindés, « *les attaques étaient plus violentes encore que lors des émeutes de la Villeneuve à Grenoble* ». En regard de ces données, les 75 interpellations annoncées ce jour-là sont relativement « *maigres* ».

¹³ Extrait d'un tract intitulé « *Contre l'exploitation, bloquons l'économie !* » publié sur le net le 10 octobre et reproduit en annexe.

¹⁴ GIPN : Groupe d'Intervention de la Police Nationale.



Affrontements Place Bellecour, le 19 octobre 2010

« On remarque une différence bien nette avec ce mouvement social en comparaison avec les précédents les plus récents. L'entrée des lycéens ne se fait pas de manière tranquille, c'est le moins que l'on puisse dire. La radicalisation n'est pas menée par une minorité en fin de mouvement, mais s'est traduite directement en actes et ce de manière diffuse. Lire les brèves d'une des dernières journées nous donne un indicateur précis et non équivoque : on s'affronte avec les flics, on casse, on brûle, on saccage, etc., que ce soit dans une grande ville ou dans un petit bled. La contagion est là, la machine est lancée » (Extrait du texte « *Le Front commun des casseurs* »¹⁵).

Ce développement de l'action directe s'accompagne de la constitution d'« *assemblées interpros* » (pour « *interprofessionnelles* »), relativement mal nommées puisqu'en de nombreux endroits, elles réunissent, outre les travailleurs sans distinction de profession, des lycéens et des chômeurs. Ces assemblées sont les formes d'organisation dont se dotent les prolétaires en lutte pour *centraliser et coordonner* leurs actions et ainsi *répondre aux besoins* que pose la nouvelle direction prise par le mouvement dès lors qu'il va au-delà des défilés pacifiques préconisés par les grandes centrales syndicales.

Aussi, avec toutes leurs contradictions et hétérogénéités, nous considérons ces « *assemblées* » comme des premières formalisations de la tendance de notre classe à :

- s'unifier dans la lutte et dépasser les divisions et les cloisonnements imposés par la structuration professionnelle des grandes centrales syndicales ;

¹⁵ Texte publié sur le net le 20 octobre et que nous reproduisons en annexe.

- développer son associationnisme et son autonomie contre les organisations social-démocrates qui préconisent des « journées d'action nationale » réduites à de simples défilés moutonniers.

L'AG interpro de Saint-Claude (dans le Jura) indique dans l'une de ses déclarations :

« Le point très positif est la prise en main de ce mouvement par la base, par des personnes non encartées, ni dans des partis, ni dans syndicats, en tout cas, qui ne viennent qu'en leur nom. On y trouve aussi des ouvriers qui ne veulent pas en rester là, quitte à la faire sans leur syndicat. On constate la présence des syndicats, bien forcés de raccrocher les wagons d'une initiative qui n'émane pas d'eux... On ne refuse personne quoi qu'il en soit et les syndicalistes qui ne veulent pas obéir aveuglément à leurs centrales sont les bienvenus dans le cadre de l'Assemblée générale que l'on essaie de faire vivre ».

Appel de la rencontre nationale de Tours du 6 novembre

Le 6 novembre à Tours se sont réunis les délégué-e-s mandaté-e-s ou observateurs/trices de 25 Assemblées Générales (AG) interprofessionnelles, AG de lutte, intersyndicales ouvertes à des non-syndiqué-e-s, collectifs, coordinations intersecteurs, etc., de Laval, Le Havre, Angers, Béziers, Saint-Étienne, Roanne, Chambéry, Nantes, Angoulême, Cognac, Bayonne, Chinon, Nîmes, Tours, Saint-Denis, Rouen, Champigny, Paris-Est, Paris-Centre, Paris Ve/XIIIe, Paris XXe, Vannes, Lille, Grenoble et Nancy (sont excusées les villes de Aubenas, Agen, Brest, Rennes, Montpellier et Sarlat).

Les travailleur/se-s du public et du privé, les chômeur/se-s, les retraité-e-s, les lycéen-ne-s et les étudiant-e-s se sont mobilisé-e-s massivement par la grève, la manifestation et les actions de blocage pour le retrait de la réforme des retraites, avec le soutien de la majorité de la population. Pourtant, le pouvoir n'a répondu que par le mépris, la désinformation, la répression, l'atteinte au droit de grève, et il décide de passer en force.

La lutte contre la réforme des retraites arrive à un moment charnière. Alors que le gouvernement et la plupart des médias nous annoncent depuis des semaines la fin de la mobilisation, des actions de blocage et de solidarité sont menées dans tout le pays et les manifestations sont encore massives. Cette loi doit être abrogée. Nous refusons l'enterrement du mouvement après le vote de la loi.

La stratégie de l'intersyndicale a été un échec pour les travailleur/se-s. Mais l'heure n'est pas à la résignation : nous sommes résolu-e-s à continuer le combat. Dans de

nombreuses localités, celles et ceux qui luttent, syndiqué-e-s de diverses organisations et non-syndiqué-e-s, se sont retrouvé-e-s dans des Assemblées générales et des collectifs pour réfléchir et agir ensemble : informer, soutenir les secteurs en lutte, étendre la grève reconductible, organiser des actions de blocage. Nous voulons que cette dynamique de l'auto-organisation et de l'action commune se pérennise, s'amplifie et se coordonne.

Ce mouvement s'inscrit dans une perspective plus large pour donner un coup d'arrêt à la politique du gouvernement et du patronat, qui préparent de nouvelles attaques, notamment sur l'assurance maladie. Nous restons convaincu-e-s que le seul moyen de gagner contre le gouvernement est le blocage de l'économie et la grève générale.

Nous appelons à faire front contre la répression qui frappe de plus en plus brutalement celles et ceux qui participent au mouvement social.

Nous avons tenu cette réunion nationale pour commencer à discuter entre nous, à nous coordonner et à mener des actions communes.

Nous appelons celles et ceux qui luttent à se réunir en Assemblées générales s'il n'y en a pas encore dans leur localité.

Nous appelons toutes les AG interprofessionnelles, AG de luttes, intersyndicales étendues aux non-syndiqué-e-s, etc., à participer à la prochaine rencontre nationale à Nantes le samedi 27 novembre 2010, en envoyant des délégué-e-s mandaté-e-s.

Nous invitons les organisations syndicales à envoyer des observateur/trice-s à cette rencontre.

Nous appelons aux actions suivantes, venant renforcer les actions de toute nature qui se déroulent quotidiennement :

- Une action symbolique le 11 novembre à 11h pour l'abrogation du projet de loi et en hommage aux morts au travail avant la retraite ;
- Une journée d'action de blocage économique le 15 novembre, pour laquelle nous appelons au soutien international ;
- Une action symbolique consistant à brûler le texte de loi le jour de sa promulgation.

La lutte est anticapitaliste.

La guerre est sociale et totale.

Nous ne lâcherons rien, nous prendrons tout.

Osons l'offensive, par et pour la grève générale illimitée, par et pour le mouvement des occupations, par et pour l'autonomisation émancipatrice de la base en lutte.

En ce qui concerne les caisses de grève, il faut souligner l'émergence de pratiques d'autofinancement non séparées de l'action conflictuelle : des opérations « péages gratuits » –consistant à lever les barrières des péages tout en invitant les automobilistes à cotiser pour soutenir les grévistes– sont ainsi organisées afin de faire payer les coûts de la grève non plus aux seuls travailleurs et sympathisants mais bien à l'État, l'argent donné aux grévistes par les automobilistes ayant normalement dû aboutir dans les caisses des gestionnaires du réseau autoroutier ! Ces opérations de « gratuité » ont en outre l'avantage d'accroître la sympathie des usagers des autoroutes –pour une fois non soumis au racket du péage– vis-à-vis du mouvement. D'ailleurs, aucun média n'a osé entonner à propos de ces opérations l'antienne médiatique de la « prise en otage de la population »... Dans le même ordre d'idée, le vendredi 29 octobre, une cinquantaine de personnes a interrompu le bon fonctionnement du restaurant universitaire de la rue de Tolbiac (Paris, 13^e arrondissement) pour distribuer les repas gratuitement et faire tourner une caisse de grève.

Tract distribué aux automobilistes lors de l'opération « péage gratuit » à Dozulé (Calvados) - 1er novembre 2010.

APPEL A LA SOLIDARITE FINANCIERE ENVERS LES SECTEURS EN LUTTE

Depuis plusieurs semaines, dans de nombreux secteurs, des salariés sont mobilisés notamment contre la réforme des retraites. Le fait de se mettre en grève reconductible permet de créer un rapport de force, mais cela coûte cher. Nous réalisons bien que le fait de se mettre en grève reconductible n'est pas donné à tout le monde.

Cependant, il existe d'autres moyens de maintenir le rapport de force en soutenant financièrement et concrètement les grévistes. La constitution de caisses de solidarité permet de nombreuses avancées sociales et salariales et de maintenir ces pôles de contestation. Ces caisses existent d'ors et déjà dans les secteurs du rail et de la pétrochimie, secteurs stratégiques et cruciaux permettant un mouvement large et efficace.

L'argent récolté aujourd'hui sera donc intégralement reversé aux caisses de grève des cheminots de Caen et des travailleurs des raffineries du Havre en lutte depuis le début de cette mobilisation.

LA MAIN À LA POCHE À DÉFAUT D'ÊTRE MAIN DANS LA MAIN.

AG étudiante de Caen.



Créons des caisses de grèves

Le mouvement s'annonçant assez long, l'idée de créer des caisses de grèves émerge. Dans divers établissements scolaires de l'agglomération par exemple des caisses de grèves sont mises en place pour aider celles et ceux qui ont les plus bas salaires à supporter le poids financier des journées de grève. De telles caisses de grève peuvent être multipliées dans divers secteurs particulièrement ceux qui sont entrés les premiers en grève reconductible.

Manifestations, barrages filtrants, diffusions de tracts, piquets de grève peuvent être des occasions de collecter un peu d'argent. Des concerts de soutien peuvent aussi être organisés. De même des opérations « péages gratuits » accompagnées de tracts de popularisation du mouvement de lutte peuvent être envisagés rapidement.

Info-luttes, n°1, Caen, 19 octobre 2010.

Caisse de grève.

Ici ou là, de Montpellier à St Nazaire en passant par Paris, fleurissent des embryons de caisses de grève originales. Elles ne sont plus circonscrites aux corporations engagées dans la grève, et abandonnées aux structures syndicales, dont la spécialité est de maintenir une relative opacité sur leur usage. Un nouvel horizon s'y dessine : celui qui renforce les moyens pratiques du blocage. Des caisses communes pour chaque ville, portées par des assemblées d'étudiants, de chômeurs, et par tous ceux qui soutiennent la grève, dont l'objet serait de pallier les manquements financiers des grévistes employés sur des secteurs clés (cheminots, raffineries, etc.), ou de s'occuper des frais de justice en cas d'arrestations. Avec en plus la promesse à peine voilée que s'approfondisse ce mouvement de désaffiliation au-delà de la question des retraites. Il s'agit de trouver des moyens de faire durer la grève, en tentant d'affaiblir ce qui pèse sur nous, comme les crédits aux banques qui nous paralysent un par un, ou encore les « partenaires sociaux de l'État » qui orientent le mouvement vers sa fin. Pour que la grève, sur sa durée et sa forme, devienne alors l'affaire de ceux qui la font. De là peuvent surgir et s'inventer des pratiques communes, des rapports au monde et au temps, plus désirables encore que le confort individualisé après lequel on nous fait courir.

Un espace s'ouvre, habitons-le.

Bulletin Rebetiko, 18 octobre 2010.

Dans ses faits et gestes, comme dans son organisation, le mouvement a ainsi pris un caractère progressivement plus territorial et plus autonome, les travailleurs de secteurs divers s'organisant directement eux-mêmes, décidant de leurs actions, non plus dans chaque entreprise isolément mais collectivement, avec les chômeurs et les lycéens, et se donnant pour objectif clair d'empêcher la bonne marche des affaires. L'agilité et la mobilité montrent clairement leur supériorité sur l'abnégation à soutenir le siège de telle entreprise, tel bâtiment, tel nœud des flux : on fuira l'affrontement direct et les infrastructures, rendues à leur normalité productive par l'intervention brutale des forces de l'ordre, sont rebloquées dès leur départ.

Enfin, et cela n'est pas de moindre importance en terme de processus d'autonomisation du mouvement, ces pratiques se sont accompagnées d'une multiplication impressionnante d'expressions écrites (tracts, banderoles, tags, bulletins de lutte, textes d'analyse, etc.) qui expriment à différents niveaux la nature profonde de ce mouvement, à savoir d'être le mouvement de négation, d'abolition de l'ordre social existant, d'être porteur de *la destruction de ce qui nous détruit*.

Parmi ces écrits, citons « *Du mouvementisme à l'autonomisation des luttes : une ébauche de réflexion pratique* » (texte en deux parties au moment où nous clôturons cette revue) qui affirme ainsi très clairement « *que, non, nous ne sommes pas là pour négocier, que nous ne sommes pas là pour les médias, mais que lorsqu'on va en manif, l'on va tenir des piquets, faire des actions, c'est un acte de guerre. De guerre contre l'Etat. De guerre contre le capital. De guerre contre les centrales syndicales. [...] Le mot tourne, se réapproprie, s'exprime avec de moins en moins de retenue : l'Etat, la police, les centrales syndicales, le salariat, le capitalisme, sont fondamentalement des ENNEMIS. Avec tout ce que cela implique* ». Plus loin, on peut encore lire : « *la réforme des retraites appelle déjà la réforme de la sécu et le programme d'austérité, donc nous n'avons plus à combattre des réformes partielles mais la logique et le système mêmes qui permettent ces réformes* ».

Dans la perspective pratique de briser le « mouvementisme » syndical qui mène la lutte à l'impuissance, à l'essoufflement et à l'épuisement, ce texte a ceci de fort qu'il pose également la question du *comment continuer ?*, *comment aller plus loin ?*, évoquant entre autres la nécessité :

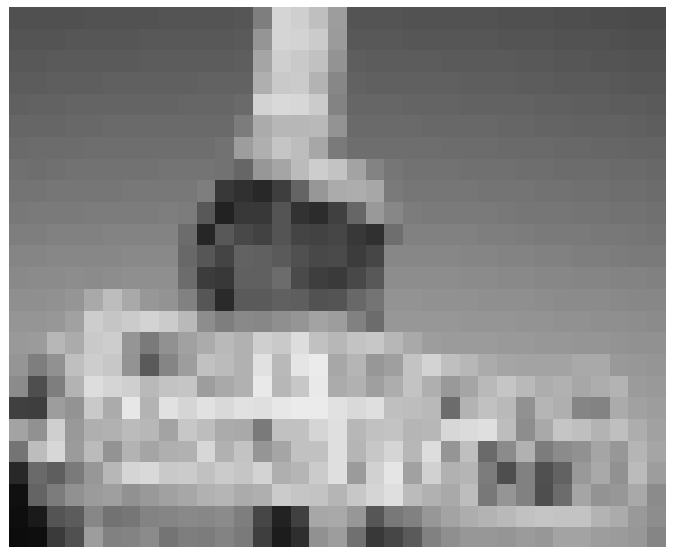
– d'imposer une temporalité de lutte propre au mouvement (et non plus décidée par les centrales syndicales) ;

– de développer toujours plus avant l'action offensive, organisée et coordonnée de manière autonome : les

auteurs du textes soulignent ainsi l'initiative de la constitution d'une « *Coordination nationale et autonome pour contourner les mots d'ordre des centrales syndicales, dont la première réunion a eu lieu à Tours le 6 novembre* » et dont nous reproduisons l'appel dans l'encadré ci-contre.

– de « *passer par un nécessaire mouvement des occupations* », faisant en cela directement référence aux « *éléments du grand mouvement social des instituteurs à Oaxaca au Mexique qui a débouché sur la grande insurrection populaire de tout le Sud-Mexique : occupation permanente d'une place de la ville, occupation et création de plusieurs antennes radios de lutte, réappropriation des chaînes de télé locales et nationales ; grève générale par blocage économique local total ; paralysie des moyens de communication d'État et des forces de répression par occupation-réappropriation ; etc.* »

Ces expressions sont certes encore minoritaires, portées par les éléments les plus avancés du mouvement, qui étaient pour la plupart déjà politisés auparavant, mais elles ne sont nullement séparées du mouvement, elles se développent *organiquement* avec la radicalisation du mouvement lui-même.



Des couches de paix sociale et la confiscation par le marxisme-léninisme (et ses multiples avatars) des termes mêmes dans lesquels nous percevons notre propre réalité sociale privent encore aujourd'hui beaucoup de prolétaires en lutte de se reconnaître comme une classe en lutte pour l'abolition de toute société de classe, se voyant souvent comme des agrégats d'individus –naturalisés dans cette condition d'individus libres, produit historique– qui dans leur « libre-arbitre » se lient en réseaux sur une base

circonstancielle et « affinitaire »¹⁸. Sans que cette limite idéologique se voie déjà notablement dépassée, nous considérons que par maints aspects, le mouvement actuel réaffirme dans ses pratiques (plus que dans ses mots, jusqu'à présent) l'existence d'une communauté de lutte contre l'État et toutes ses fractions, d'un intérêt commun de classe viscéralement opposé à cette condition même de classe, réunissant travailleurs, chômeurs, lycéens, etc. par-delà leurs statuts et situations particulières sous la férule du travail et de l'exploitation. Nous insistons sur le fait qu'au-delà des termes utilisés, c'est le développement du mouvement lui-même qui impose d'y *prendre toujours plus nettement parti*, pour le parti de l'ordre et de l'économie ou pour le parti de l'affirmation *intransigeante et non négociable* de nos besoins¹⁹.



La gauche contre la violence prolétarienne... et inversement !

En 2006, lycéens et étudiants avaient déjà pratiqué certains blocages en plus de la grève et de l'occupation de leurs écoles et facultés, mais dans les manifestations, le pacifisme dominant avait permis à l'État d'isoler – comme représentation idéologique – un sujet « casseur » et de l'assimiler au sujet « jeune des cités » ou des banlieues. A l'époque, la hantise des récentes émeutes de 2005 et d'une possible jonction avec le mouvement « anti-CPE » (et au-delà) avaient explicitement été évoquée par l'ex-ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, élu président depuis peu.

Aujourd'hui, sans atteindre le niveau d'embrasement des banlieues en 2005, il est à souligner que des modes d'action radicaux (manifestations sauvages, saccages, pillages, incendies, actions directes menées par de petits groupes très mobiles...) ont également été adoptés par les lycéens au cours des manifestations :

¹⁸ Voir dans cette même revue, notre texte « *Prolétaire, moi ?* ».

¹⁹ Voir dans cette même revue, notre texte « *Revendication et réforme* ».

« Dans l'écrasante majorité des cas, les vandales ne sont pas extérieurs au mouvement protestataire, explique un haut fonctionnaire. Il s'agit d'abord de lycéens eux-mêmes, voire de collégiens âgés de 12 ans à peine ». « Dans les manifestations, déclare également un commissaire de police de l'Essonne (Ile-de-France), lycéens et collégiens issus des quartiers difficiles se transforment en casseurs. Ils mettent leur capuche et commencent à nous caillasser ou à incendier des poubelles, voire des voitures, puis reviennent se fondre dans la masse des cortèges, certains échangeant leurs vêtements pour ne pas être reconnus sur les vidéos prises par nos services »²⁰.

Le flic-en-chef Sarkozy n'ignore évidemment rien de tout cela quand il déclare au même moment, à de pures fins de caricature propagandiste, que les auteurs des violences « n'ont rien à voir avec ceux qui protestent de bonne foi ». En dépit de pareils refrains, usés, il devient sans cesse plus difficile pour l'État de soutenir sans incohérence flagrante que toute pratique violente serait le fait d'éléments extérieurs au mouvement, pour ne pas avoir à reconnaître cette violence pour ce qu'elle est, le produit direct de l'oppression et des contradictions sociales²¹.

« Comme toujours, on nous fait aussi le coup des "casseurs". Mais, mardi dernier, fallait voir la gueule des casseurs sur la place Bellecour [à Lyon], en plein affrontement avec la police : des jeunes et des vieux, le camion de la CGT Vinatier, au milieu des gaz, ses occupants qui restent là contre vents et marées, les cheminots qui démarrent un feu de palettes, comme aux piquets... Les lycéens ce jour-là, ils étaient en tête du cortège, arrivés opportunément sur le cours Albert Thomas. La bataille qui a suivi, prise dans le désordre de la grande manifestation, a nécessairement appelé des gestes fous, des gestes qui font que la même personne qui tente quelques minutes plus tôt d'apaiser la situation se met tout à coup à jeter des pierres... qui est casseur ? Qui le devient subitement ? »

Extrait du bulletin « *Premier Round* », dernière semaine d'octobre 2010.

²⁰ Cités dans Le Figaro du 20 octobre 2010.

²¹ La même méthode idéologique prévaut dans la campagne antiterroriste permanente de l'État : selon son discours officiel, le terrorisme serait le mal, le germe qui s'en prend de l'extérieur à un corps social sain et qu'il conviendrait d'éradiquer comme prétend le faire la médecine pasteurienne avec « les maladies ». L'État est en réalité plus subtil et sait qu'en matière de contre-insurrection, on ne fait rien s'y on ne s'en prend pas au terrain.

Répression & solidarité...

Le 22 octobre, on comptait déjà 2 257 d'interpellations, dont 1 677 gardes à vue, depuis le 12 octobre. Et 72 keufs blessés ! La solidarité avec les inculpés s'impose : on peut aller devant le comico puis au tribunal soutenir les copains et aider l'avocat dans son travail, on peut également s'organiser pour trouver de l'argent pour payer les amendes ou les mandats pour ceux qui resteront quelques mois derrière les barreaux... À Paris existe, par exemple, la caisse de solidarité Kaliméro pour payer les mandats : kalimeroparis@riseup.net

Or, à mesure que tombent dans la lutte les cloisonnements sectoriels dont l'État use pour nous diviser, il s'avère d'autant plus vital pour lui de maintenir un ferme cordon sanitaire autour de tous les prolétaires plus conséquents qui pratiquent l'action directe, cordon sanitaire qui ne s'incarne pas que dans les rangs de CRS²² ou de juges à la main particulièrement lourde²³, mais aussi dans une guerre idéologique dont l'enjeu consiste à semer la confusion et faire de la violence une question séparée de la lutte²⁴. C'est là qu'interviennent de manière déterminante les forces social-démocrates (partis, syndicats,...), distillant leurs appels à se dissocier de ces pratiques, à dénoncer sur le terrain ceux qui y prennent part.

Cependant, faire la police dans les manifestations, ostraciser les prolétaires plus radicaux *pour ce qu'ils sont* –parfois en les livrant directement aux flics– peut toujours se retourner contre les services d'ordre syndicaux en raison de la sympathie que ces prolétaires gagnent au sein du mouvement.

²² *Compagnie Républicaine de Sécurité*. L'attirail de protection corporelle des brigades anti-émeutes, apparaissant il n'y a pas si longtemps comme un prototype futuriste (le « Robocop »), est aujourd'hui la norme guerrière déployée à la moindre menace de trouble à l'ordre public, auquel viennent s'ajouter tous les perfectionnements les plus vicieux des armes de contrôle des foules (gaz diversement agressifs, irritants, vomitifs, invalidants, grenades assourdissantes, flash-balls, teasers, fusils à pompe...) qu'un usage systématiquement irrespectueux des hypocrites « normes légales » (tirs tendus et de proximité, etc.) rend régulièrement mutilants.

²³ Citons à titre emblématique le cas d'un mineur de 16 ans condamné à un an de prison ferme sous l'accusation de jet de pierres contre des policiers.

²⁴ « *Et voilà la vraie différence*, mentionnions-nous dans une précédente revue : *le cordon sanitaire que la bourgeoisie essaye d'imposer partout pour diviser le prolétariat, entre d'un côté les protestations bien citoyennes, les arrêts légaux de travail, les marches moutonnières et autres pseudo-protestations, et de l'autre les "émeutes" des incontrôlés* ». (« *Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes* », Communisme n°60, novembre 2008, p.13)

Civils & Service d'Ordre...

Si les centrales syndicales sont les ennemies politiques de la lutte (négociation et cogestion avec le patronat, revendications minimalistes, structure pyramidale et ultra-hiérarchisée), leurs Services d'Ordre (SO) sont les ennemis directs des manifestants. À coups de tonfas, de gazeuse, de gants plombés, les SO attaquent physiquement tous ceux qui ne manifestent pas docilement comme le souhaitent les syndicats : coordonnés avec les flics, ils tabassent et arrêtent les lycéens trop turbulents, ils encadrent et empêchent ceux qui préféreraient partir en manifestation sauvage, etc.

Les flics en civils pullulent également : ils se déplacent souvent par groupe de 10-15, silencieusement, le tonfa caché dans leur dos. Ils ne sont ni manifestants ni émeutiers. Ils sont de plus en plus présents dans les cortèges pour que chacun ne sache plus qui est le flic, qui est le camarade : une sorte d'encadrement et de pression psychologique sur la manif... Civils comme SO n'ont rien à faire dans nos manifestations, il faudrait s'organiser pour les virer...

(Extrait de « *En grève jusqu'à la retraite !* », journal francilien de lutte contre le capital et contre l'État, 5 novembre 2010)

NB : « tonfa » = matraque.

A cette panoplie s'ajoute un amalgame très vicieux, qui mérite ici quelque attention, celui qui assimile action violente et « provocation policière ». Face à l'actuel mouvement en France, la gauche a ainsi promu avec un zèle tout particulier la figure du « policier-casseur ». Cette figure se base sur la réalité d'une présence effectivement renforcée des flics en civil dans les manifestations²⁵, présence que la gauche peut faire mine de désapprouver tout en continuant bien sûr à collaborer à ses côtés.

La manœuvre est plus habile qu'il n'y peut paraître à première vue : il s'agit ici de feindre de prendre parti pour *l'ensemble* des participants au mouvement, *contre la police*. En faisant de la police l'incarnation même de l'agent inoculant la violence de l'extérieur, la tendance effective parmi les prolétaires en lutte au recours croissant à l'action directe, violente, à la casse, se trouve intégralement discréditée comme étant elle-même une manœuvre policière. Moins s'avère opérante sur le terrain la division policière entre « manifestants de bonne foi » et « casseurs », au plus la gauche s'emploie à restaurer cette figure du « casseur » par la négative, en l'assimilant à celle effectivement honnie

²⁵ En France, le corps de police n'intervenant qu'en civil se nomme les BAC (Brigades Anti-Criminelles), qui infiltrent les manifestations, encadrent ses abords et patrouillent également quotidiennement dans les quartiers « difficiles ».

du flic, a fortiori en civil. Beau tour de passe-passe, beau travail policier qu'une fois encore la gauche assume là, diffusant un climat de confusion, de désorientation, de paranoïa, de paralysie pour empêcher le nécessaire passage à des niveaux d'action plus violents contre l'Etat.

« La CGT appelle les salariés, les grévistes à la vigilance du fait de la présence de provocateurs dans les initiatives syndicales. Ils incitent à des actes violents susceptibles en retour d'alimenter la répression policière et le discrédit de la lutte. »

Communiqué national de la CGT, le 22 octobre.

« C'est notre responsabilité de faire un appel au calme. Ne cédon pas à la provocation. La jeunesse dans la rue, ce n'est pas la violence ».

François Chérèque, Secrétaire général du syndicat CFDT.

« Soyez vigilants, ne cassez rien » (Fidl).

« Nous ne cautionnons aucun des actes commis aujourd'hui [dans un lycée de Carcassonne]. Les dégradations sont l'œuvre de personnes extérieures aux établissements et de casseurs que nous n'avions jamais vus dans nos manifestations. Suite aux événements d'aujourd'hui, nous avons décidé de coopérer avec la police pour que nos manifestations et nos blocages restent pacifiques ».

Victor Chabert, représentant de l'UNL (Union Nationale Lycéenne), lundi 8 novembre.

« Ceux qui jettent des pierres, incendient, cassent des vitrines sont des sarkozystes militants, ils n'ont peut-être pas leur carte [...] mais la seule et unique personne à qui ils rendent service, c'est le président Sarkozy. Nous les regardons avec dégoût. »

Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, le 21 octobre.

Voilà bel et bien le *Parti de l'Ordre* à l'œuvre, en une admirable division du travail qui mobilise très clairement toutes ses tendances, tous ses « frères ennemis » de « l'échiquier politique ». Ceci présente l'incontestable mérite de nous épargner d'y faire le tri...

Nous voudrions rappeler ici que nous avons déjà dénoncé cette manœuvre typique de la gauche dans notre article²⁶ concernant les luttes en Grèce de fin 2008. Tandis que l'ex-président italien Cossiga avait préconisé par voie de presse d'« infiltrer le mouvement avec des agents provocateurs prêts à tout », le gauchiste de service Besancenot (actuellement porte

parole du NPA, nouveau parti « anticapitaliste »), s'était emparé de cette déclaration pour entériner sa condamnation de la violence dans les manifestations comme étant le fait des flics.

« La falsification est évidente, commentons-nous, Cossiga ne dit absolument pas que la violence minoritaire et radicale est un produit de l'État mais il expose la tactique pour l'affronter. [...] Ne nous trompons pas au sujet de ceux qui lancent des pierres ou des cocktails Molotov contre les centres de pouvoir et de répression, ceux qui pillent les grands centres de distribution, ceux qui paralysent la production et la distribution de marchandises dans leur lutte contre le pouvoir, CE NE SONT PAS DES PROVOCATEURS, bien au contraire, ce sont nos frères de classe, nos camarades. Les provocateurs (en général des flics déguisés en manifestants) sont au contraire ceux qui dans nos manifestations tentent de freiner la violence contre la bourgeoisie, ceux qui tentent de la réprimer. Ils infiltrent les manifestations pour les désorganiser et les désorienter, ils les poussent à attaquer des objectifs totalement liquidateurs de la force de classe, en particulier les minorités immigrées ou considérées ethniquement différentes, ou encore à détruire les biens d'autres prolétaires », comme « le petit magasin du quartier, le bistrot du coin... ».

Sur la même question, le texte « *Le Front commun des casseurs* »²⁷ répond de manière très directe : « Appel aux démocrates théoriciens du complot : camarades, pour ne plus avoir de doute sur le fait que ce soient ou pas des flics provocateurs qui pètent des vitrines et commettent les divers actes de violence, notamment lors des cortèges noirs parisiens, procure toi la prochaine fois une barre de fer et pètes-en une en premier. C'est la seule thérapie de choc qui te reste à disposition. Sinon tu as encore la possibilité de rejoindre le rang des SO et ou encore celui des milices stalinennes en formation. Mais attention, tu en prendras plein la gueule, car même si on sait que les SO n'ont pas de flics infiltrés dans les rangs (ah merde, si, il y a les branches sectorielles de flics et de matons dans bon nombre de syndicats), on sait aussi que ces derniers ont bien infiltré leurs têtes. Ils seront donc traités comme tels. Des porcs à saigner. »

²⁶ « Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes. Ça continue : Grèce... », dans Communisme n°61 (juin 2009).

²⁷ Voir le texte complet en annexe.

Un spectre hante le monde...

Dans ses pratiques même de blocage, le mouvement de l'automne 2010 en France renvoie de fait à la face de l'économie ses prêches moralistes et, refusant de se sacrifier pour elle, entend justement l'attaquer dans ses nœuds vitaux pour renverser le rapport de force en faveur de la lutte, pour faire valoir les besoins humains contre ceux du capital. Le mouvement actuel se distingue en termes de dépassement des cloisonnements sectoriels, d'auto-organisation et de contamination de pratiques ciblées contre l'économie et l'État (quantitativement dommageable pour ceux-ci, à raison de quatre milliards d'euros selon les chiffres patronaux).

En termes de limites du mouvement, évitons d'emblée la pseudo-distinction entre les limites « internes » au mouvement, les limites qu'il « se serait imposées » de par ses « faiblesses propres », et les limites « externes », qui lui « auraient été imposées » par la force tant physique qu'idéologique.

Le mouvement de négation des conditions existantes est un produit de celles-ci. Même s'il est précisément ce qui leur est irréductible, non-intégrable, non-assimilable, il naît sur le sol même de ces conditions, dans un rapport de force mondial donné, et reproduit encore des traits et idéologies de cette société.

Il n'est donc jamais pur, exempt de contradictions, d'oppositions, d'illusions, etc. Celles-ci le traversent en permanence et il devra forcément, au cours de son développement, faire des choix (programmatiques, stratégiques, techniques, matériels, etc...) qui ne sont pas forcément partagés par tous. Parfois ces décisions s'imposeront d'elles-mêmes, parfois elles donneront lieu à des luttes internes importantes.

Les limites d'un mouvement indiquent aussi les perspectives de développement futur de tout ce qui y est contenu en puissance et qui y a été diversement exprimé, explicitement et implicitement.

Considérant le mouvement actuel, en France et d'autres pays d'Europe, se pose la nécessité de plus de contagion, d'ancrage et de reconnaissance mutuelle qui dépasse la sympathie passive, y compris par-delà les frontières, pour que les travailleurs des secteurs stratégiques ne se retrouvent pas seuls exposés à la sanction salariale, au chantage aux ressources, à la répression, la nécessité aussi d'une plus nette autonomisation vis-à-vis des syndicats et partis (qu'ils soient d'alternance molle ou d'alternative pseudo-radical), d'une plus forte coordination, d'une plus grande agilité opérationnelle.

Ce que l'État a fondamentalement le plus à craindre, le spectre qui hante toutes ses réformes présentes et à

venir en dépit du triomphalisme de façade des chefaillons qui les imposent, c'est que les mouvements qui viennent dépassent les limites ici évoquées, que se développent alors des attaques de plus en plus frontales de la valorisation capitaliste, conjointes à la réappropriation à la source, de la production (notamment par des occupations dirigées par les besoins de la lutte, contre toute impasse d'« autogestion ouvrière » livrée à la merci du marché), par un nombre de plus en plus grand de prolétaires qui, pour ce faire, ne peuvent que s'organiser en force en-dehors et contre toutes les organisations social-démocrates, y compris celles d'entre elles (présentes et à venir) qui s'autoproclament « anticapitalistes », « révolutionnaires », et dont toute la pratique dément les infatuées prétentions.

Au-delà de sa durée propre, chaque mouvement qui rompt tangiblement avec le temps de la valorisation capitaliste nous rend à notre contemporanéité fondamentale avec toutes les luttes passées et à venir, nous lie chaque fois plus intimement les uns aux autres dans notre *communauté de lutte*, dans notre étrangeté radicale à ces relatifs « retours à la normale » auxquels nos ennemis aspirent pour différer la chute de leur monde putride.
